

Nombre de membres
en exercice : 15

Séance du 31 JUILLET 2009

Présents : 14
Représentés : 0
Votants : 14

L'an 2009, le trente et un juillet le conseil municipal de POUZAC régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de M. PRIEU, Maire
Sont présents : Mmes ARBERET-DIAZ, GRAGNON, MM GRAU et MASCARAS, Adjoints
Mmes DECHA, MURRATE, SENTUBERY, MM BIRADES, FERRER, ISAC, LAPORTE, PAGEZE, VERDOUX
Absente ; SOUCAZE Valérie
Est désigné secrétaire de séance : MURRATE Nadine

Objet de la
délibération :

**Institution à
nouveau du Droit
de Prémption
Urbain (DPU) suite
approbation du
PLU**

Dans le cadre des dispositions de l'article L211.1 du Code de l'urbanisme, les communes dotées d'un PLU approuvé, peuvent par délibération, instituer un droit de préemption urbain (DPU) sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future de leur territoire.

Ce droit de préemption permet à la collectivité d'acquérir à l'occasion de leur mise en vente par leur propriétaire, certains biens en vue de la réalisation d'actions ou d'opérations tendant à :

- mettre en œuvre un projet urbain
- mettre en œuvre une politique locale de l'habitat
- organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- de promouvoir les loisirs ou le tourisme
- réaliser des équipements collectifs
- lutter contre l'insalubrité
- sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti
- permettre le renouvellement urbain
- constituer des réserves foncières

Par délibération du 14 juin 1989, le conseil municipal avait institué ce DPU. Cette délibération est devenue caduque du fait de la révision du POS, sous forme de PLU que le conseil a approuvé dans sa séance du 31 juillet 2009.

Il convient donc que le conseil municipal délibère pour instituer à nouveau le droit de préemption urbain sur les zones U et AU de la commune afin de permettre la réalisation d'opérations qui entreraient dans le cadre de l'exercice du DPU, tel qu'il a été défini ci-dessus.

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal :

-décide d'instituer le Droit de Prémption Urbain (DPU), sur les secteurs suivants et tels qu'ils figurent au plan annexé à la présente :

- zone urbaine : ensemble des zones U
- zone d'urbanisation future : ensemble des zones AU

- donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L 2122-17 et L.2122-19 sont

Acte rendu exécutoire
après dépôt en
Préfecture
le :
publié le :

applicables en la matière.

- Précise que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est à dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux :

- La dépêche du Midi
- La Nouvelle République des Hautes-Pyrénées

- le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain sera annexé au dossier du PLU conformément à l'article R123-13 du Code de l'Urbanisme.

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise à :

- Madame la Sous-Préfète de Bagnères-de-Bigorre
- Monsieur le Directeur Départemental des services fiscaux
- Monsieur le Président du conseil Supérieur du Notariat
- Monsieur le Président de la chambre Interdépartementale des Notaires
- au barreau constitué près du TGI de Tarbes
- au greffe du même Tribunal

Un registre sur lequel seront transcrits toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert à la mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré
Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Marcel PRIEU



SOUS-PREFECTURE

- 5 NOV. 2009

BAGNERES-de-BIGORRE -65-